

Présentation du Séminaire 2009/2010 – Toulouse, juillet 2010

Le Séminaire du Groupe de Recherches Matérialistes de l'année 2009-2010 a été consacré à l'étude des mobilisations étudiantes qui, pendant une période qui recouvre, avec quelques approximations, les années 1960 et 1970, ont marqué plusieurs pays européens et extra-européens (les événements de la Révolution Culturelle chinoise, bien que de toute évidence irréductibles aux seuls enjeux des luttes étudiantes, ont été caractérisés par une mobilisation décisive de la jeunesse lycéenne et universitaire).

Le choix d'étudier ces formes spécifiques de luttes sociales que sont les luttes étudiantes s'est imposé d'abord à partir d'un lien avec l'actualité immédiate. L'année 2008/2009 a assisté à l'essor d'une puissante mobilisation à l'intérieur des écoles et des Universités ; une mobilisation qui, faute d'avoir réellement produit un changement dans les politiques des Etats à l'égard de la production et de la transmission des savoirs, aura néanmoins contribué à montrer tant la profondeur de la crise des institutions préposées à ces pratiques de la connaissance, que la problématique actuelle du statut et de la position sociaux du savoir et des figures qui en sont les porteurs – crise et problématique que la condition actuelle de l'économie et des institutions nationales et supra-nationales en Europe ne fera que rendre de plus en plus dramatiques.

Une autre spécificité de cette séquence récente de luttes aura consisté dans la naissance de groupes, collectifs et séminaires permanents, animés par des étudiants engagés dans la mobilisation, et qui ont commencé, ou recommencé, à poser des questions concernant, d'une part, la nécessité de pérenniser les expérimentations et les acquis des agitations par des formes d'activisme politique ou théorique capables de s'inscrire dans une durée ; d'autre part, la possibilité d'entamer une réflexion générale sur la politique d'émancipation à partir de la problématisation des savoirs et de leurs conditions d'existence sociales et politiques.

Le GRM a voulu se confronter à cet état de la situation, tout en continuant de creuser le champ qu'il s'est donné, et de travailler selon l'approche qui lui est propre, à savoir l'étude des effets de vérité que les conjonctures exercent sur la politique et la réflexion théorique. Toujours, il s'agissait pour nous d'analyser la double inscription qui a lieu entre, d'une part, des textes et des discours « en situation », et, d'autre part, les urgences, et les créations politiques inédites, dont les conjonctures marquent l'irruption.

En cherchant à explorer la macro-séquence des mobilisations étudiantes de l'après-guerre, notre attention s'est concentrée en particulier sur certains aspects rendant ces luttes un phénomène bien différent d'une série de revendications liées uniquement aux intérêts d'une condition sociologique ou générationnelle (l'Etudiant, ou la Jeunesse), et d'un secteur limité des activités sociales (l'éducation et la recherche). La politisation des étudiants dans l'après-guerre tend à dépasser très rapidement le cadre d'une lutte « de secteur » pour viser directement une réinvention des coordonnées de la politique d'émancipation, dont les figures étaient incarnées par un mouvement communiste international qui peinait à sortir des impasses d'assises théoriques et organisationnelles datant, pour l'essentiel, de l'époque stalinienne. Les luttes étudiantes devinrent le site d'un processus critique dirigé contre des pratiques et des discours de moins en moins capables de faire prise sur les rapports propres aux sociétés issues de la Seconde Guerre Mondiale.

Bien entendu, cela ne signifie aucunement que les structures de l'éducation et du savoir n'aient joué qu'un rôle de prétexte, voir d'arrière-plan inerte, dans l'essor de la mobilisation. De façon heuristique, on pourrait disposer l'éventail des interprétations, voire des auto-interprétations, de ladite mobilisation entre deux pôles extrêmes, peut-être rarement soutenus comme tels tant par les protagonistes que par les commentateurs : d'un côté, l'affirmation

d'une singularité radicale des mouvements étudiants, d'un autre côté, un effet résiduel, voire un simple reflet d'une conflictualité trouvant son fondement hors de l'Université. Entre les deux, il y a tout le spectre des innovations d'une pensée politique critique qu'il faut continuer de qualifier d'*intérieure aux formations discursives marxistes*, qui dominent alors sans contester les modes d'énonciation, de représentation et de problématisation de la critique sociale et politique.

Plusieurs aspects peuvent être considérés comme des symptômes révélateurs de cette nature *universaliste et expansive*, quoique assez précisément *située*, de la mobilisation étudiante :

1) Du point de vue de l'histoire interne du mouvement communiste et de la pensée marxiste, la politisation des milieux étudiants est étroitement articulée aux conséquences de la déstalinisation : la mémoire des séquences révolutionnaires précédant la « révolution victorieuse » de 1917, la revitalisation des courants « hérétiques » des années 20, 30 et 40, tout comme des traditions non-marxistes, anarchistes ou socialistes, et encore des grandes philosophies « marxistes-occidentales » (Lukàcs, Korsch) et des penseurs venant de l'époque de Weimar (Adorno, Benjamin, Marcuse¹), la reprise de la thématique des Conseils et de la question des pratiques intellectuelles et esthétiques, avec leur rapport contradictoire à la politique révolutionnaire, dont les Avant-gardes des années 20 et 30 témoignent dramatiquement² – tout cela trouve dans les initiatives politiques de la jeunesse étudiante un terrain extrêmement favorable à une réactivation générale, où la redécouverte d'anciennes problématiques jadis refoulées par la glaciation stalinienne devient la condition nécessaire pour formuler des enjeux inédits dont l'actualité était pressante. On pourrait résumer cette effervescence réactivatrice - qui étale sur un plan de contemporanéité R. Luxemburg, Trotskij, Bakounine, les révolutions conseillistes en Allemagne, Hongrie et Italie - par l'axiome de *l'actualité de la révolution* : la politisation étudiante se construit à partir de l'idée qu'une rupture va bientôt se produire qui entraînera l'effondrement de nombreux repères socio-politiques, et que le moment est venu de prendre directement en main l'action politique afin de renverser l'ensemble des rapports sociaux. Le postulat de l'imminence des affrontements et des décisions est solidaire du refus des médiations et des compromis, il implique l'appel à une participation directe dans l'immanence-à-soi d'un présent qui est aussi vécu et pensé comme un *tournant* décisif. Cette actualité pressante permet d'ailleurs la restructuration des rapports de contemporanéité/non-contemporanéité : des couches oubliées du passé peuvent s'articuler immédiatement et d'une manière souvent chaotique aux enjeux présents.

2) La politisation des étudiants est le site où une articulation est réalisée entre, d'une part, les enjeux propres à la situation dans les pays à capitalisme avancé, et à chaque contexte national, et, d'autre part, des événements et des processus se déployant dans des cadres fort hétérogènes. Non seulement les luttes dans chaque pays européen deviennent rapidement des références pour celles des autres nations ; la conscience politique des étudiants se « mondialise » avec la même rapidité par laquelle elle articule les séquences historiques les plus disparates. Les luttes des Afro-américains aux Etats-Unis, ou la révolte de Berkeley,

¹ Adorno, Horkheimer et Marcuse sont bien entendu des interlocuteurs directs des groupes étudiants. En particulier, le mouvement étudiant allemand définira ses propres positions théoriques par un jeu complexe de distanciation-réformulation des postulats de la Théorie critique (fonction de la conscience critique en tant que moment du négatif, analyse de la société « administrée », intégration de l'opposition ouvrière...). L'exploration de ces problématiques demanderait bien des travaux ultérieurs, tout comme d'ailleurs celle concernant la circulation des « marxismes occidentaux » en Italie et en France.

² De ce point de vue, et pour se limiter au contexte français, une figure telle que Henri Lefebvre, ou encore l'activité des marxismes « révisionnistes » de revues comme *Arguments* et *Socialisme ou barbarie*, témoignent du rôle joué par ces problématiques dans la formation du « creuset » de la politisation étudiante. On a cherché à mettre en évidence les effets de ces passages, et de ces passeurs, dans plusieurs contributions du Séminaire.

entrent dans le processus de politisation tout comme l'expérience communiste chinoise, la révolution cubaine et l'essor d'une guérilla initialement victorieuse en Amérique Latine, ou encore la guerre d'Algérie et le processus de décolonisation – toutes ces expériences n'auront de cesse de fournir, souvent par des mélanges foudroyants et risqués, des modèles et des inspirations au puissant mouvement de recherche de formes politiques nouvelles dont la mobilisation étudiante sera porteuse. La question de l'invention de pratiques nouvelles au travers d'un brassage parfois chaotique de paradigmes introduit un *troisième* aspect de la séquence.

3) Ce qui ne laisse de frapper dans les récits et les analyses de conjoncture des années 1960 c'est la prolifération incessante, sous formes programmatiques ou effectives, pérennisées ou ponctuelles, locales ou généralisables, d'expérimentations institutionnelles : créations de comités, d'associations générales, de commissions, communes, groupes de travail, etc. En même temps, toute la séquence est marquée par une volonté de passer par le « désordre » afin de déclencher un processus d'émancipation : processus consistant à faire fonctionner politiquement la *négativité* du sujet, son pouvoir de *néantification* vis-à-vis des ordres établis et des objectivations/aliénations qui soutiennent les formes de vie existantes. Cette négativité est classiquement désignée par la notion marcusienne de « refus » : pour un Rudi Dutschke, par exemple, la « base logique » de la praxis révolutionnaire est le « refus », c'est-à-dire la position subjective de *soustraction négativisatrice* du sujet face au système social. Ce qui entraîne une difficulté considérable à traduire le geste de la négation des formes habituelles de l'existence sociale en un processus relativement réglé de stabilisation organisationnelle. Pour comprendre la portée de cette difficulté, il faut avoir à l'esprit l'investissement, et l'attitude critique, de la part des entreprises politiques émancipatrices propres à la séquence que nous étudions, vis-à-vis des structures de l'« esprit objectif », des objectivations sociales et historiques qui, comme une seconde nature, instituent le rapport tacite, anonyme, et toujours-déjà-établi, entre un « sujet » et un « monde ». Ces structures deviennent, tant chez les mouvements radicaux dans le capitalisme avancé que chez le communisme chinois, les cibles d'une visée transformatrice explicite, et du coup « surhumaine », l'enjeu consistant justement à défaire et reconstruire les objectivations qui constituent la figure présente de l'homme, la forme d'« aliénation » d'où le sujet tire pourtant la configuration présente de son « humanité » : c'est toute la thématique de l'aliénation (*Entäusserung*), de la réification (*Verdinglichung*) ou de l'extranéation (*Entfremdung*) qui trouve dans la lutte contre les rapports propres au capitalisme avancé, et dans la recherche d'une nouvelle grammaire de la politique d'émancipation, un statut opératoire *matérialiste* bien différent de tout discours « humaniste » voire « humanitaire » fondé sur le présupposé d'une essence humaine « positive », voire « naturelle », à récupérer. Il n'en reste pas moins que la question se pose à propos de la manière d'inscrire dans une durée organisationnelle la destruction de la couche réifiée des infrastructures anthropologiques les plus anonymes dont la non-neutralité vis-à-vis des rapports de pouvoir et d'exploitation devient patente dans la séquence qui nous occupe.

4) Finalement, le dernier « universel » de la mobilisation étudiante de l'après-guerre est représenté par la dialectique antithétique entre, d'une part, la constitution d'un sujet « sorti de l'état de minorité », donc *émancipé*, et d'autre part les structures du *capitalisme avancé*. Le capitalisme avancé est un capitalisme ouvertement post-libéral, dirigiste, dans lequel l'utilisation directe du savoir à des fins de planification et de gestion économique et politique déclenche une *politisation* inédite des sites où les connaissances sont censées être produites – une *politisation* qui s'oppose à la *neutralisation* illusoire et mystificatrice que l'articulation entre capitalisme avancé et savoir scientifique engendre tant dans le domaine des décisions politiques et économiques (technocratie, régulation purement « administrative ») que dans la sphère de la constitution et de la reproduction des disciplines et des connaissances (idéologie de la neutralité de la science, et de la *Wertfreiheit* des agissements du scientifique). Sous la

conjonction de facteurs nationaux et internationaux, l'institution universitaire devient à la fois le lieu et l'enjeu de pratiques et d'énonciations critiques investissant des enjeux politiques débordant le milieu universitaire, et ce compte tenu du fait que ce processus est lui-même inséparable de l'investissement ambivalent, voire fortement contradictoire, de l'institution universitaire par le pouvoir d'Etat. La question est donc ouverte à propos des conditions d'autonomisation de forces collectives émancipatrices qui toutes tendent à investir l'Université comme un appareil politique et productif.

Ce schéma très général, que nous croyons pourtant assez cohérent avec la réalité complexe des luttes étudiantes, renvoie à des « cas » singuliers, à des conjonctures spécifiques, découpées sur la base – assez empirique – des réalités nationales (avec l'importante exception du maoïsme), et dont nous avons proposé au cours de l'année une série d'explorations qui n'ont aucune prétention d'exhaustivité mais qui ne visent qu'à formuler des enjeux et des questions à propos desquels beaucoup de travail reste à faire.

Dans cette exploration, nous avons voulu inclure une étude de la **séquence maoïste**, qui représente un chapitre décisif dans l'histoire du mouvement communiste au XX siècle. Les mots d'ordre et les inventions pratiques maoïstes ont inspiré l'espoir d'une « voie au socialisme » alternative à celle qui s'était affirmée en URSS, une voie fondée sur une participation directe des masses à la transformation des rapports sociaux et sur la critique permanente des tendances à la reconstitution des inégalités de classe au sein des institutions post-révolutionnaires. Dans les pays du capitalisme avancé de l'après-guerre, le discours maoïste, après une première réception « orthodoxe » centrée sur la critique du chruščévisme³, a croisé les trajets du grand cycle des révoltes étudiantes et ouvrières des années 60-70, devenant capable de fournir une grammaire théorique et pratique à une politisation massive dont les enjeux portaient sur la critique des pratiques politiques traditionnelles des partis et des syndicats de la Gauche historique, et sur la création de nouvelles formes d'intervention. La pratique de l'établissement – qui toucha de façon décisive la jeunesse étudiante et intellectuelle - n'est que la plus célèbre parmi ces formes dont un des enjeux décisifs était la jonction entre étudiants et classe ouvrière. A partir de 1967, les militants maoïstes entrent dans les usines comme des simples ouvriers afin de partager la vie des classes laborieuses du capitalisme moderne : c'est la ligne dite de l'« établissement », sur laquelle Robert Linhart a écrit un témoignage à bien des égards définitif⁴.

L'analyse a porté d'abord sur les enjeux de la « voie chinoise » au Communisme, de la rupture sino-soviétique, des critiques maoïstes de la politique stalinienne, du rôle assigné aux masses dans la construction du socialisme, tout cela trouvant un débouché, et un moment de crise, dans la Révolution Culturelle, qui marque aussi l'irruption explicite de la problématique du sujet et de l'interpellation idéologique comme champs à part entière d'intervention politique.

Ensuite, une lecture a été essayée de textes de militants maoïstes français d'origine étudiante cherchant à créer des noyaux d'activistes dans les usines : cette lecture a tenté d'étudier la construction d'opérateurs de subjectivation capables d'assurer la convergence étudiants-ouvriers par-delà les inégalités de classe vis-à-vis du « savoir », et, en dernière instance, par-delà toute division du travail. Le choix d'abandonner la vie des strates sociales dites « intellectuelles » pour partager celle des ouvriers peut être certes considéré comme une fuite en

³ Ce premier « passage » maoïste-occidental a été notamment souligné, lors de la séance du 10 octobre 2009, par Yves Duroux, que nous remercions vivement pour sa participation.

⁴ Robert Linhart, *L'établi*, Minuit, Paris, 1976. Nous signalons aussi la réédition récente de *Lénine, les paysans*, Taylor, et du livre de Virginie Linhart *Volontaires pour l'usine*, tous les deux aux éditions du Seuil, dernière édition en mai 2010

avant, voire le symptôme d'un culte naïf de la classe ouvrière entraînant le gommage de toute spécificité des luttes dans les sites proprement étudiants. En même temps, la jonction entre étudiants et ouvriers – inscrite, pour les maoïstes, dans les conséquences de la Révolution Culturelle – ne cessera de produire des effets tant du point de vue des formes de subjectivation des militants que de celui de l'invention de formules politiques non-traditionnelles, et cela pendant toute la « séquence rouge » des années 60-70, notamment en France et en Italie (où l'opéraïsme jouera un rôle comparable à celui du maoïsme en France). *La liaison avec les ouvriers est l'opérateur essentiel de ces transformations subjectives et de ces créations organisationnelles*. En ce sens, on peut dire que la classe ouvrière était, dans la conjoncture de l'après-guerre et du point de vue des débouchés de la mobilisation étudiante, la *condition matérielle d'une réinvention de l'idée du communisme*⁵.

Cette réinvention concerne également la question du *savoir*, qui est un aspect décisif tant du maoïsme chinois et occidental que de la politisation étudiante de l'après-guerre. Le revers de la médaille de la destruction des privilèges de la classe intellectuelle était représenté, chez le maoïsme comme chez d'autres courants révolutionnaires, par la valorisation des capacités des classes laborieuses d'assumer la direction des processus sociaux et politiques. Il s'agit toujours, en somme, de détruire le pouvoir que les intellectuels tirent de leur savoir, *et* d'impulser la tendance, chez les travailleurs, à assumer des tâches de direction, les deux choses étant inséparables du point de vue du dépassement de la division du travail. Donc, les intellectuels doivent s'accoutumer au travail manuel, et les travailleurs doivent s'accoutumer à la direction, à l'organisation, donc à l'exercice de facultés « supérieures » d'abstraction et de généralisation. Une critique du parti d'avant-garde, du parti « instituteur », est implicite (et sera souvent explicitée) dans ces positions : il s'agit de soustraire au parti, et à toute instance séparée, le savoir concernant la politique, la maîtrise de l'initiative stratégique, pour les supposer à la libre expérimentation des masses.

Un rôle décisif dans toute la séquence est joué par le **mouvement étudiant allemand**, dont les formes, et les dérives, deviendront rapidement une référence - positive ou négative - paradigmatique. Selon Bernd Rabehl, le mouvement étudiant des années 60 marque un changement historique dans le rapport de la jeunesse intellectuelle avec les pouvoirs publics: c'est la première fois dans l'histoire allemande que les étudiants contestent massivement les structures autoritaires de la société⁶. Dans cette lutte, on met en discussion radicalement les catégories politiques modernes, qui constituent la base idéologique des sociétés occidentales, c'est-à-dire les catégories données objectivement pour nous incorporer au monde social et qui

⁵ Au cours de l'année, des interventions ont fait état des positions de théoriciens tels que Lacan et Althusser vis-à-vis de la mobilisation étudiante. Contre toute caricature « réactionnaire » de sa position, on peut soutenir que Lacan a considéré Mai 68 et ses effets comme une *épreuve décisive*, où il y allait de l'avenir même de la psychanalyse, dans sa capacité à pouvoir en dire *véritablement* quelque chose. Au fond, cela n'est pas tellement différent de ce qui s'est passé chez Althusser et chez beaucoup d'autres marxistes inquiets, pour qui les événements de 68 mettaient à rude épreuve le paradigme marxien, et pour qui il s'agissait, dès lors, d'en accepter le défi, du moins après-coup, afin de voir quelle sorte de révolution interne le marxisme devait subir pour pouvoir, à la fois, être à la hauteur et relancer les événements conjoncturels. Dans l'un cas comme dans l'autre, la mouvance maoïste est considérée comme le phénomène le plus important de la période, et ce justement à cause de sa capacité à remettre en question les structures internes du mouvement communiste, en particulier le primat du Parti et ce que ce référentiel tiers-internationaliste laisse d'impensé du point de vue du statut du savoir. En particulier, chez Lacan l'intérêt pour la contestation des figures de la maîtrise-par-le-savoir va jusqu'à préconiser, d'une manière peut-être fantasmatique, l'émergence d'une nouvelle jouissance territorialisée à la fois dans le travail manuel et dans la critique des institutions universitaires et scolaires.

⁶ L'affirmation de Rabehl doit être relativisée: dans les années Soixante le mouvement n'investit pas la majorité des étudiants, mais une minorité, certes consistante et particulièrement déterminée, comme ce fut le cas par exemple en 1848.

influencent nos pratiques, tout cela ayant comme son corrélat inséparable les réactions « hystériques » dont l'appareil d'Etat fait preuve à cette occasion. Du côté des étudiants anti-autoritaires se produit progressivement un refus à l'égard de la société tout entière devenue intolérable dans son entreprise de blocage et manipulation, un refus qui veut et doit s'organiser selon des formes nouvelles de lutte dépassant les fondements conceptuels du droit bourgeois et mettant en place une mobilisation, une expérimentation collective qui veut échapper aux appareils de capture de l'Etat et aux formes de subjectivation disciplinante que sa logique et son fonctionnement imposent. Dans cette confrontation, c'est le paradigme politique moderne fondé sur la séparation entre théorie et pratique, qui entre en crise avec tout l'appareil conceptuel structurant tant le binôme individu-Etat que la réification des fictions de la représentation moderne, et sa reproduction non seulement dans tout appareil intégré (parti, syndicat etc.), - c'est-à-dire dans toute organisation admise et autorisée à l'action politique sur la base de la séparation artificielle entre privé et public -, mais aussi dans une grande partie des groupuscules de la galaxie oppositionnelle. D'un côté, afin de se conserver, les appareils intégrés répriment toute dynamique moléculaire dissidente et créatrice de nouvelles subjectivations politiques. De l'autre, afin de subsister dans l'espace politique, toute spontanéité dissidente devient l'objet d'une capture par la logique étatique ; se pose dès lors l'alternative existentielle: intégration ou anéantissement politique (résignation).

Rabehl cite comme premier événement de la nouvelle phase de l'histoire de la jeunesse allemande la construction du Mur (13 août 1961). Le Mur coupe Berlin qui non seulement était l'ancienne capitale du Reich, mais qui aurait dû être aussi, selon le discours du gouvernement fédéral, la future capitale de l'Allemagne réunifiée. En dépit de cette propagande le Mur est bientôt perçu par les militants subversifs comme l'emblème de la coexistence conservatrice des deux blocs et comme le symbole de l'hypocrisie et la vanité du blocage, des deux côtés, face à toute dynamique émancipatrice et critique. L'effet sur la RFA est une politique de conservation ; la mobilisation juvénile s'attaque à la trahison des valeurs affichées par les démocraties occidentales, qui sont entrées en contradiction évidente avec les politiques de répression des mouvements de libération dans le Tiers-monde, et à la politique de complaisance envers le bloc soviétique. Tout cela est perçu comme « intolérable » et pousse les étudiants à l'action. La situation de Berlin-Ouest, espace militarisé, normalisé et « strié » fonctionnant à la fois comme rempart et front avancé vis-à-vis du monde communiste, a des répercussions sur l'Université berlinoise, en particulier au sein de la *Freie Universität*. L'université intériorise les contradictions de la ville et de la RFA à travers les projets de réforme et les tabous qui lui sont imposés. Ce qui s'ouvre en son intérieur est une phase de mobilisation et auto-gestion qui représente aussi une recherche d'une pratique du savoir, par l'unité de la théorie et de la pratique, depuis des formes organisationnelles *contre-institutionnelles* - c'est-à-dire, la recherche d'une transmission, comme effet de vérité d'une effectivité politique de la science elle-même, redéfinissant par là l'objet « science » et celui qui la pratique. C'est cette recherche qui travaillera l'un des énoncés les plus revendicatifs et conflictuels du mouvement : inventer une « communauté » réelle « entre enseignants et enseignants ».

Le décodage subversif de l'Université libre que les étudiants transforment progressivement en Université critique se change en une occupation nomade de la ville au travers des manifestations contre la guerre au Vietnam et contre les interdictions à manifester qui suivront les mobilisations. Les mouvements de libération dans le Tiers-monde deviennent pour les étudiants anti-autoritaires le point d'appui d'une territorialisation antagoniste de la ville. La fonction « Tiers-monde » donne aux militants subversifs une base d'existence, le sentiment d'appartenir à un mouvement international. Rabehl explique qu'ils trouvent à ce moment précis une médiation (*Vermittlung*) entre leurs actions dans les métropoles et les guerres de libération, qu'ils la construisent en interprétant le concept hégélien de totalité, avec la

médiation de Trotsky et Lénine, comme histoire universelle (*Weltgeschichte*). À l'agression impérialiste au Congo, au Vietnam, à Santo Domingo, doit correspondre dans les métropoles du capitalisme avancé, et correspond à Berlin Ouest, une action de protestation de la jeunesse. Selon Oskar Negt, la protestation solidaire des révoltes sociales dans le Tiers-monde est le seul moyen de dévoiler les rapports de domination réifiés dans les sociétés occidentales. Loin d'être une simple « solidarité des sentiments » comme le soutenait Marcuse, à travers cette dynamique on forge une morale politique dans laquelle on réunit l'élément de la protestation, l'affect anti-fonctionnel en tant que contenu inconditionné des revendications politiques, et la sensibilité de l'oppression matérielle qui n'était plus visible dans les métropoles.

Le Tiers-monde donne également aux étudiants de nouveaux modèles pratiques et de nouvelles orientations théoriques. D'une certaine façon ils remplacent les intellectuels de gauche qui les taxent de « fascistes de gauche », par les militants et intellectuels du Tiers-monde. Ils trouvent chez Fanon, « Che » Guevara, Mao et Régis Debray un autre modèle de conduite (ou « contre-conduite »), l'union de théorie et pratique qu'ils veulent traduire et incarner dans les métropoles. Les étudiants forgent un autre concept de militant, théorisent l'homme nouveau, ils s'engagent dans la lutte en s'appropriant les élaborations théoriques de ces nouveaux guides et ils commencent à se fantasmer comme « guérilleros urbains ». Les rues de Berlin deviennent ainsi le théâtre d'expérimentation des nouvelles formes de protestation qui mettent en pratique les enseignements de « Che » Guevara. Pour déjouer le contrôle policier, par exemple, les étudiants découvrent la mobilité et le passage entre l'espace public, en tant qu'espace autorisé pour une manifestation, le territoire assujéti au contrôle policier, et l'espace privé, externe à la manifestation, où ils redeviennent des citoyens « normaux ». Par ce déplacement ils déjouent la séparation fictive entre sphère privée et sphère publique. Il s'agit d'une intéressante mise en pratique, ou traduction, des enseignements tactiques que « Che » Guevara donne dans sa *Guerre de Guérilla* où il souligne l'importance de la mobilité et des stratégies pour détourner l'ennemi et le surprendre. Pour survivre, la bande *guérillera* doit s'adapter et retourner en sa faveur toute circonstance. L'élasticité et l'agilité dans les déplacements deviennent des facteurs de première importance pour son existence. C'est sur cette modalité innovante que les étudiants forgent le concept de « *Aufklärung durch Aktion* », l'action doit créer les conditions d'une prise de conscience. Ce slogan détermine la ligne de développement du mouvement, sa ritournelle expansive. L'action dans la rue a son corrélat dans l'organisation de l'université oppositionnelle qui doit incarner l'idéal de l'Université critique. L'espace public doit devenir le lieu de dénonciation de la société unidimensionnelle et de sur-répression, tandis que, en connexion avec de telles actions, l'université doit être le lieu de l'élaboration théorique, de la construction d'une alternative, de l'établissement de stratégies, tactiques et techniques de subversion. Ces deux pôles de l'action du mouvement antiautoritaire feront l'objet de la répression étatique. L'opération de la presse conservatrice face à la mobilisation consiste à taxer les étudiants de « fascistes de gauche », de « blanquistes », donc de les présenter comme une minorité qui s'auto-isole et qui poursuivrait de façon terroriste ses objectifs élitaires et manipulateurs. L'État impose sa logique molaire. La stratégie consiste à mobiliser tout le « centre », la soi-disant majorité silencieuse démocratique avec l'argumentaire conceptuel qui a marqué tristement l'histoire allemande du XX siècle : discipline, ordre et paix. L'assassinat de Benno Ohnesorg, le 2 juin, constitue un autre effet de seuil dont Oskar Negt saisit après-coup toute la signification politique. Benno Ohnesorg est la victime d'une action symbolique qui devait prouver la détermination et l'inflexibilité de l'appareil policier, sa mort constitue sans aucun doute un tournant et pose le mouvement face à la question de la violence et de l'organisation de la résistance. De surenchère en surenchère, notamment après l'attentat contre Dutschke, la césure dramatique du terrorisme, étatique et groupusculaire, devient irréversible. L'Etat a imposé un affrontement molaire qui a sapé toute subjectivation dissidente et existentielle ; le

terrorisme rouge a relancé les conceptions idéologiques de l'organisation centralisée. Ce terrorisme n'a comme issue que la défaite et le désespoir, et il constitue une véritable ligne de mort.

La **séquence française**, déjà explorée par le biais du militantisme maoïste et reprise lors des lectures d'Althusser, Lacan, Lefebvre, a fait l'objet d'une contextualisation historique ultérieure à propos de l'essor d'une conscience politique étudiante. L'analyse a porté donc sur les retentissements de la guerre d'Algérie. Entre 1954 et 1959, dans une France largement indifférente au conflit algérien, le premier *groupe social* à se mobiliser contre la poursuite de la guerre est étudiant – les mobilisations de plume des intellectuels, ou les soutiens matériels apportés aux Algériens sont le plus souvent des engagements *individuels* ; les autres groupes sociaux, comme les ouvriers, ne manifestent pas d'hostilité à l'action de la France. Et de 1959 à la fin de la guerre, ce sont encore des étudiants qui mènent le front syndical plus large qui manifeste son opposition à la guerre. Qu'est-ce qui a fait des étudiants les acteurs principaux de cette lutte, et par quelles étapes, par quels moyens sont-ils parvenus à adopter une position politique et à s'engager dans une action politique ? C'est ce processus de politisation que nous avons étudié, en essayant de voir à la fois ses sources, ses procédés, ses limites, et ses conséquences sur la place que prend la jeunesse étudiante sur la scène politique française, notamment à l'horizon de 1968.

Il reste en effet quelques traces nettes, même si elles n'étaient pas explicites, de l'influence du précédent 1960 sur l'événement 1968. L'idée même que les étudiants, en sortant dans la rue, pourraient entraîner avec eux les ouvriers, cette idée ne peut pas venir d'ailleurs que du souvenir plus ou moins net du 27 octobre 1960 (dont Vidal-Naquet dit qu'il est comme la préfiguration du 27 mai à Charléty) ; plus précisément, l'idée que les étudiants, à un moment où l'histoire en France semble s'être arrêtée au profit de l'expansion économique, faute d'agents historiques pluriels (De Gaulle s'étant réservé l'exclusivité du statut d'agent historique), l'idée que les étudiants pourraient bien être l'agent historique qui vient rompre l'état de dépolitisation ambiant, a sans doute sa source dans le précédent algérien.

Plus que la définition d'une doctrine politique ou syndicale, plus que la construction d'une méthode de lutte définie, l'épisode de la lutte étudiante contre la guerre d'Algérie semble avoir constitué un mythe (du moins plusieurs acteurs des mouvements des années 60 le définissent ainsi), un mythe de l'action politique unifiée, dans la rue, de la jeunesse étudiante française, qui ouvre la voie à une opposition politique extraparlamentaire, dégagée des appareils partidaires, exerçant même une critique à leur endroit, et pouvant constituer une force potentiellement révolutionnaire, ou qui du moins restait à mesurer de ce point de vue. La guerre d'Algérie avait permis à la jeunesse étudiante de prendre une distance radicale et inédite à l'égard de la société des adultes de leur temps, qu'on ne saurait réduire à un banal conflit de générations, et qui institue un nouvel acteur politique potentiel, dont le rôle et la puissance étaient amenés à s'accroître.

Une fois ce tableau dressé des conditions d'émergence, de succès et de postérité de la mobilisation étudiante de 1960, il resterait à voir, ensuite, au fil des travaux sur 68 même, ce qu'il en est resté et ce qui en a été rejeté.

De ce point de vue, à savoir celui de la tendance à l'action politique directe par-delà les médiations institutionnelles classiques, les *comités d'action* en 68 représentent une problématisation de la notion même de politique. Les comités d'action (CA) sont des groupements de base restreints de militants d'origines politique et syndicale diverses qui s'engagent dans une action commune en dépassant le stade des revendications traditionnelles par la tentative de mettre en place les conditions matérielles d'effectivité de la chose à réaliser sinon la chose elle-même sans médiation : selon les termes de l'assemblée générale de la coordination parisienne des CA, il y a deux critères décisifs pour les comités d'action : *être*

des comités faits pour l'action et non des commissions de discussion ou des comités d'étude de problèmes ; *être des comités politiques*, c'est-à-dire qui ne se cantonnent pas dans l'action universitaire ou corporative mais se fixent pour objectif le renversement du régime et l'ouverture d'une voie révolutionnaire de transformation de la société. Suite à l'évacuation de la Sorbonne par la police le 3 mai, c'est le Mouvement d'Action Universitaire, le MAU, qui appelle à la formation de comités d'action dans un tract daté du 4 mai. Le MAU a été créé par des militants de la gauche syndicale de la Fédération des groupes de lettres (FGEL) de l'UNEF-Sorbonne quelques mois plus tôt, sur l'idée que les structures syndicales ne sont plus adaptées à la situation après les événements de Nanterre. Le MAU s'inspire du mouvement du 22 mars dans la tentative de dépassement du cadre organisationnel traditionnel et de la politique spécialisée, favorisant un cadre unitaire et des pratiques immédiates d'action commune, se concevant comme un cadre d'action ou un moyen afin d'éviter l'écueil qui consiste en ce que l'organisation ne devienne à elle-même son propre but. Il faut remarquer que les militants du MAU sont très liés au SDS allemand de Dutschke, ils s'inspirent des comités d'action qui se sont créés à partir du 5 juin 1967 dans le sillage des événements du 2 juin, dans l'espace de l'Université Libre de Berlin et notamment les comités d'enquête et les comités d'information (*Öffentlichkeitskomitee*). Le mouvement étudiant allemand est finalement qualifié de « mouvement exemplaire » et ces différents éléments (comité d'information, comités de coordination des CA, Université critique, comités d'action ouvriers-étudiants) montrent qu'il n'est pas exagéré de dire que les militants du MAU ont tenté d'imiter ou d'importer l'exemple allemand dans la conjoncture française.

C'est à partir du 13 mai (occupation de la Sorbonne) que les comités d'action travailleurs-étudiants prennent leur envol. Il s'agit à travers les comités d'action travailleurs-étudiants de faire de l'Université un lieu politique ouvert, où les étudiants, travaillant avec d'autres groupes sociaux démystifient les faux savoirs sociaux, les idéologies, tout en organisant d'autres rapports sociaux (que ceux impliqués par le système de répression). Les Universités sont pensées comme des « bases rouges », c'est-à-dire qu'il s'agit de mener depuis l'Université une lutte étudiante et ouvrière qui déborde le cadre de l'Université. Il s'agit d'organiser la suppression du mouvement étudiant autonomisé, de passer d'une critique politique de l'université à une politique de l'université critique, politique de l'université critique de la société. A travers les comités d'action travailleurs étudiants, il s'agit de réaliser le modèle d'une université critique qui soit à la fois un centre d'attraction invitant à la recherche théorique et critique tous les groupes sociaux et un pôle de décentration tendant à saper les clivages sociaux et professionnels fondés sur des connaissances et savoirs sociaux douteux. Le travail politique ayant pour cadre l'université se voulant donc insurrectionnel. Pour devenir révolutionnaire et avoir une pratique révolutionnaire articulée avec celle du mouvement ouvrier, les étudiants doivent se nier en tant qu'intellectuels, c'est-à-dire faire éclater leur statut d'apprentis-idéologues, chiens de garde de la société capitaliste, transférer leurs capacités critiques dans le camp des travailleurs, devenir les agents d'une lutte idéologique qui n'est pas dissociée d'une lutte économique et politique contre le capitalisme, se fondre dans un intellectuel collectif dont ils ne s'approprieraient pas la direction. Ces thèses sont directement en rapport avec le contexte de la Révolution culturelle chinoise, particulièrement sur la division entre travail manuel et travail intellectuel, mais on voit toute la différence qui sépare cette pratique de celle l'établissement maoïste ; il s'agit d'abolir la division du travail manuel et du travail intellectuel en partant de l'occupation de l'Université, de l'Université comme lieu révolutionnaire, plutôt que de l'usine ; donc abolir la division du travail manuel et du travail intellectuel en partant du point de vue du travail intellectuel plutôt que de celui du travail manuel. Il s'agit d'en finir avec deux formes de conscience de liaison étudiants-travailleurs : le syndicalisme universitaire d'extrême gauche et le « politisme » étudiant d'extrême gauche. Il n'y a en somme de politisation étudiante révolutionnaire qu'en

tant que destruction de l'identité étudiante. Dans les comités d'action étudiant travailleurs, les étudiants donnent la parole aux autres groupes sociaux et la prennent eux-mêmes pour s'auto-contester en tant qu'étudiants et en tentant de supprimer tout rapport pédagogique empreint de didactisme

La longue « **séquence rouge** » **italienne**, marquée d'une manière décisive par la mobilisation étudiante, montre d'une manière paradigmatique la difficulté de produire une théorie unitaire, ou tout simplement des concepts unificateurs, capables de saisir les circulations et les traductions, d'une part entre les différentes luttes locales, et, d'autre part, entre les différentes problématiques, enjeux, positions, qui s'enchevêtrent au sein de chaque lutte. Si la *Nuova Sinistra* italienne n'a jamais réellement fourni une théorisation systématique des passages entre les différents nœuds conflictuels de la séquence dont elle a été la protagoniste, la raison est peut-être à chercher dans le fait que ces passages ont opéré principalement dans le *réel au sens lacanien*, par des rencontres aléatoires dont aucun savoir ne peut aisément rendre raison. Les articulations entre des enjeux, des mots d'ordres et des pratiques extrêmement disparates ont eu lieu - d'une manière particulièrement saisissante en Italie, mais en effet dans toute la conjoncture de l'après guerre - par des fulgurations souvent incapables de se cristalliser en créations politiques durables, par des translations d'une extrême audace qu'aucune condition objective ne suffit à expliquer, et par des rapprochements dont rien ne pouvait garantir la possibilité et *a fortiori* la stabilisation. Un processus général de mobilisation, de critique et d'émancipation a produit des formes et des objets différents suivant un rythme discontinu et saccadé, opérant des rencontres « impossibles » entre des instances et des discours que tout contribue à séparer dans des situations « normales ». C'est pourquoi les traitements des différents points présentés par la conjoncture, et les passages entre les différentes modalités de la politisation des individus et des groupes, défient toute logique de développement linéaire, fondée sur les « intérêts » ou sur la « prise de conscience », et présentent au contraire les allures d'un bricolage « sauvage » articulant et combinant des éléments hétéroclites « polarisés » par une situation générale et expansive de refus de toute passivité vis-à-vis du *statu quo*.

La politisation de l'école et de l'université dans l'après-guerre italien trouve d'abord ses racines dans les rapports sociaux féroce-ment inégalitaires propres à la société italienne et dans leur reflet au sein des institutions scolaires. L'école et l'université italiennes ne parviendront jamais, à différence de l'École et de l'Université françaises, à constituer un lien social relativement « autonome », « vacuolisé » vis-à-vis des rapports de classe et des inégalités immanentes à la société bourgeoise (autonomie vis-à-vis de rapports déterminés de pouvoir que rien n'empêche d'en produire des *autres*, non moins inégalitaires, par le biais justement de cette vacuolisation) ; elles seront toujours un miroir passif des hiérarchies sociales données, en en restituant souvent une image « concentrée » et caricaturale. L'immobilité et le cloisonnement de la société italienne entrèrent pourtant en contradiction avec la « modernisation » capitaliste, rapide et sauvage, de la Péninsule entre la fin des années '50 et le début de la décennie suivante. Les discriminations patentes et massives étaient considérées avec de plus en plus de malaise par les milieux catholiques progressistes, que le pontificat de Jean XVIII avait revitalisés, et par les gouvernements de centre-gauche (démocrate-chrétiens et socialistes) dont l'idéologie dominante était celle d'un réformisme modernisateur dans les domaines économique et civique. La généralisation du droit à la scolarisation par des politiques réformatrices allait permettre, voire impulser, l'unité du monde étudiant dans la contestation qui allait bientôt éclater, et cela d'autant plus qu'une telle généralisation *formelle*, bien que garantie par une loi de l'Etat, coexistait avec la persistance de discriminations matérielles et d'inégalités sociales qui opéraient une sélection « silencieuse » et inavouée défavorisant systématiquement les étudiants d'origine prolétarienne ou populaire.

L'Italie des années 1960 est une formation sociale interne au capitalisme avancé ; mais les rapports propres au capitalisme d'après guerre y sont articulés à des formes traditionnelles de domination dont l'effet est de garantir, par un jeu complexe d'intégration et d'exclusion, que les mutations dans les structures étatiques, économiques et culturelles ne pourront jamais déboucher sur une mise-en-commun du pouvoir de déterminer les destins individuels et collectifs. Autrement dit, la stratégie consistant à « moderniser » la société, tout en s'appuyant sur les structures traditionnelles qui assurent la persistance d'un état de minorité généralisé – ce qui fait des classes populaires les objets passifs et les victimes de toute rationalisation hétéronome – cette stratégie donc demande une contre-stratégie capable de se confronter directement au capitalisme avancé et à la possibilité de son renversement, sans renoncer pour autant à la critique des formes traditionnelles de minoration. Le double problème se pose dès lors de traduire des luttes pour la diffusion des lumières en luttes de classe, et de critiquer la société administrée, technocratique et consumériste, sans pour autant délégitimer l'aspiration de vastes strates d'ouvriers, paysans, couches moyennes, etc., à avoir accès à des formes de vie collectives et individuelles auparavant inconnues. La *Nuova Sinistra* représenta un site politique où les deux côtés de cette « contradiction au sein du peuple » purent se rejoindre pendant une courte période. Le mouvement des étudiants, et en général la politisation de l'Ecole et de l'Université, jouèrent un rôle décisif dans la formation du profil idéologique de la *Nuova Sinistra* justement à cause de leur capacité à concentrer et à exprimer les enjeux contradictoires qu'on vient d'esquisser. Dans un contexte national où l'Etat n'avait jamais fonctionné comme Etat-éducateur (contrairement à l'expérience française), l'Ecole et l'Université connurent un passage direct des rapports corporatifs et des inégalités « archaïques » à l'incorporation directe à la production capitaliste, si bien que les inégalités et les discriminations traditionnelles entrèrent en résonance avec l'exploitation brutale par le capitalisme de l'accès du « peuple » au savoir. A la résonance des inégalités correspond la traduction de pratiques différentes d'émancipation qui, d'avoir trouvé leur opérateur transductif dans la politisation de l'école et de l'Université, purent déboucher sur une problématique plus générale concernant l'émancipation des intelligences.

Le mouvement de l'Université de Trento, animé notamment par les étudiants de l'Institut universitaire de Sciences sociales – qui était, à l'époque de sa fondation en 1962, la seule faculté universitaire de Sociologie de la Péninsule – a été actif dès la première année d'ouverture dudit Institut ; il deviendra bientôt un moteur et un paradigme de la politisation étudiante dans le Nord de l'Italie. En mars 1967 la lutte à l'intérieur de la Faculté a été articulée à des exigences d'intervention politique étroitement liées au conflit vietnamien. Des manifestations, des expositions, des débats, des cortèges et des *sit-ins* sont organisés par les étudiants qui cherchent en même temps un lien avec les habitants de la ville de Trento. Ces initiatives subissent une répression policière très violente, avec fichages et charges. En novembre 1967, lors de la rentrée et de l'essor d'un nouveau cycle national d'agitations, le mouvement reprend ses activités et progresse nettement quant à sa conscience politique, en venant à reconnaître dans la sphère politique, c'est-à-dire dans la *structure du pouvoir* à l'Université et dans la société, le seul champ adéquat pour une contestation et une négociation qui ne présenteraient plus les limites de la stratégie syndicale précédente, mais qui offriraient, au contraire, la possibilité concrète de conquérir, gérer, et dépasser de façon continue et en direction d'objectifs toujours plus généraux et avancés, les revendications syndicales, qui, dès lors, se trouveraient être encadrées dans une stratégie politique globale tant dans le domaine universitaire que dans le champ de la société civile et des forces sociales. Grâce à cette nouvelle stratégie politique, le mouvement a été par la suite amené à refuser et à liquider complètement toutes les institutions traditionnelles de la représentation étudiante, afin de construire des formes radicalement neuves d'organisation politique. Au moment même où les structures du pouvoir au sein des universités sont mises en question, la visée du mouvement

s'élargit aux formes du pouvoir dans la société. Dès lors, la forme d'institutionnalisation traditionnelle du corps étudiant vole en éclats, et le problème est posé des formes *organisationnelles et politiques* les plus aptes à exprimer la réalité étudiante que la mobilisation est en train de manifester. Le mouvement étudiant devient progressivement le *site* d'une critique de la politique, qui visera bientôt les partis et les syndicats de la gauche, et qui s'articule à des projets de transformation révolutionnaire, ou « critique », du savoir sociologique (est-il une science rigoureuse, et par là le vecteur d'une compréhension globale de la société qui en saisirait surtout les contradictions et les exigences de transformation ? Ou bien ne sera-t-il jamais qu'un instrument passif de l'administration du « capitalisme avancé » ?). La détermination, voire *l'auto-détermination*, de la discipline sociologique s'articule immédiatement au positionnement vis-à-vis du politique et du social, cette auto-détermination impliquant d'engager le savoir à propos de la société dans une intervention transformatrice à l'égard des rapports sociaux. Mais cette exigence d'une « conversion » critique de la sociologie portera également sur la position de l'étudiant – sur son rapport subjectif au savoir spécifique qu'il apprend et aux rapports de pouvoir, aux moyens didactiques et organisationnels, par lesquels il accède au savoir qui va définir son statut social et subjectif : cette idée de l'autonomie subjective de l'étudiant, qui est immédiatement liée à son rapport au savoir dont il est le porteur, débouche sur l'esquisse d'un projet d'Université libre qui est aussi la préfiguration d'une Université utopique, d'une communauté-de-savoir autogouvernée et libre vis-à-vis des impératifs sociaux. La problématisation du rapport au savoir est articulée à la question de la portée politique du mouvement étudiant. Une « nouvelle phase politique du mouvement étudiant » est annoncée par un texte diffusé le 7 novembre 1967 au cours d'une grève. Ce texte est le dernier que produira l'Organisme de représentation du mouvement, qui sera bientôt liquidé afin d'expérimenter des nouvelles formes d'organisation politique correspondant à des luttes d'un nouveau genre et à la nouvelle stratégie politique élaborée par le mouvement étudiant national. Les développements à propos de l'émancipation de l'étudiant comme porteur d'un savoir virtuellement critique tendent à s'effacer, et la question du pouvoir et d'une stratégie proprement politique est posée d'une façon plus nette et radicale qu'auparavant. Le mouvement étudiant se présente comme le lieu d'élaboration d'une politique à venir, oscillant entre l'action interne à l'Université et l'investissement de (et par) l'extérieur. Pour le mouvement italien, par-delà la seule Université de Trento, La construction d'un positionnement politique vis-à-vis des structures universitaires, et d'une pratique politique capable de traiter les points que la conjoncture dans les universités présente, est indissociable d'une mutation dans la position de l'étudiant vis-à-vis du savoir dont il est, à la fois, le porteur passif (l'« objet ») et l'instance active (le « sujet »). Par là, la question est posée d'une sortie collective de l'état de minorité, et d'une prise en charge commune et égalitaire du rapport à la « culture » et à l'« organisation » - à la fois politique et culturelle. Il faut donc viser une ré-incorporation du savoir, non pas à la société telle qu'elle est actuellement, mais à la totalité de sa dialectique, de son mouvement conflictuel, afin de défétichiser tant les *Humanae litterae* que les disciplines techno-scientifiques. Le processus de l'ouverture consciente et systématique du savoir universitaire à la totalité des rapports sociaux est nommé, d'après Charles Wright Mills, « imagination sociologique » ; ce qu'il faut viser est la *création* de toute pièce d'une nouvelle implication entre d'une part la production et l'usage des connaissances, et de l'autre l'intervention active et collective dans les conditions sociales d'existence. Ce qui sera expérimenté sous la forme des célèbres contre-cours, portant sur des enjeux de société : la destination sociale et l'usage de la culture et de la science, et surtout l'élaboration d'un ensemble d'outils visant la réinterprétation de la réalité sociale, « école et société » ; « La société italienne entre miracle économique et conjoncture » ; « Le conflit social » ; « Psychanalyse et répression sociale » ; « Le Vietnam » ; « L'Amérique Latine » ; « La pédagogie du dissensus ». Les visées des contre-cours se sont progressivement

déplacées d'une analyse sociologique générale en direction de la réalisation d'analyses plus spécifiques qui ont vu la prédominance de l'élaboration d'outils pour la praxis et l'intervention.

Une exigence égalitaire inspire l'organisation des étudiants, qui est à la fois organisation du travail de recherche mené par les commissions et organisation de pratiques politiques : le déclenchement d'une dynamique de participation collective produit un mouvement émancipateur qui finit par ébranler les logiques de la représentation et de l'avant-garde. Tout le monde pense, et est impliqué dans la construction collective d'un savoir critique qui produit des effets d'émancipation immédiats. Du coup, des effets décisifs sont produits également dans le domaine de la division habituelle des tâches et des compétences proprement politiques. L'assemblée n'est un lieu de liberté que pour autant qu'elle rend possible, par sa propre existence, la soustraction de l'individu vis-à-vis des rapports de domination qu'il subit. Je ne suis libre, en tant que membre de l'assemblée, que dans la mesure où je suis activement inscrit dans un processus de décision collective en régime de soustraction vis-à-vis des formes institutionnelles existantes : je ne suis libre que pour autant que je *deviens* libre en faisant exister une pratique collective dont l'existence coïncide en dernière instance avec un processus de libération commune. L'assemblée n'existe, en tant que collectivité, que comme cette pratique, à laquelle le savoir des luttes - qui se construit dans les luttes elles-mêmes - suffit.

Ces explorations restent incomplètes, et ne veulent représenter qu'une première approche des séquences complexes et décisives de la seconde moitié du XX siècle. Pourtant, quelques aspects communs, ou au moins récurrents, peuvent d'ores et déjà être soumis à un bilan partiel et à une tentative de conceptualisation. La séquence des luttes étudiantes est marquée par un rapport contradictoire vis-à-vis des repères et des paradigmes de la tradition bolchevique et tiers-internationaliste. *D'une part*, la problématique révolutionnaire est affectée par l'effacement tendanciel de la représentation d'un agent collectif de l'émancipation qui serait prédéterminé dans l'objectivité sociale. Ce qui comporte la mise à distance, plus ou moins réfléchie et thématisée cela va sans dire, de la figure de la « classe universelle ». Impossible à territorialiser dans la factualité d'une structure sociale, toute pratique d'émancipation se soutient de la division interne d'un élément déterminé de la structure « sociale » et « politique ». L'impossibilité, pour ceux qui ont tiré des leçons de la « séquence rouge » de l'après-guerre, d'indiquer une identité sociale (la classe ouvrière) ou politique (le Parti) comme spontanément porteuse, dans sa détermination, d'un pouvoir d'émancipation représente l'impossibilité de supposer l'extériorité aux rapports capitalistes comme déjà donnée dans les déterminismes socio-économiques ou dans les « visions du monde spontanées ». Le dehors et le dedans s'indistinguent, la topologie de la négation déterminée de l'ordre établi cesse de pouvoir se fonder sur une topique prédéfinie, si bien que le seul « porteur » de l'émancipation devient le geste par lequel une sortie de l'état de minorité s'amorce, est rattrapée, et insiste dans ses propres conséquences, sans pouvoir compter sur autre chose que « sur ses propres forces », selon l'expression de Mao Tsé-toung, c'est-à-dire sans territorialisation préalable des forces antagoniques au système des pouvoirs en place. D'où la division nécessaire du *sujet révolutionnaire*, qui ne peut être sujet qu'en se divisant soi-même par un mouvement de destruction de ses propres conditions immédiates – en réalité toujours-déjà médiatisées par l'Ordre établi dans le champ duquel le sujet doit d'abord se présenter tout en s'y soustrayant. En ce sens, le sujet n'est plus fondement ni principe ni origine, mais exception – exception qui se manifeste comme division interne détruisant la couche imaginaire de l'auto-identité d'un élément de l'ordre établi, comme négativité et contradiction internes de l'identité à soi d'un élément.

Cette déconstruction, propre à la séquence de l'après-guerre, du référentiel « prolétariat = classe ouvrière » passe en premier lieu par un retrait, qui ne se confond pas à une disparition pure et simple, de la représentation « stato-centrée » de la révolution. C'est à la faveur de ce retrait que seront réactivés les mots d'ordre communards, anarcho-syndicalistes, et conseillistes comme relance d'un processus révolutionnaire *hors* de la représentation d'un ordre de succession que ce processus serait censé suivre invariablement, étape par étape. C'est au cœur même de la dialectique de la révolution politique que toute linéarité (type conquête-destruction-démantèlement) est bouleversée. Ce décentrement du processus révolutionnaire par rapport à la conquête du pouvoir d'Etat n'est pas séparable de l'émergence d'une nouvelle phénoménologie des luttes collectives, où les dynamiques de dispersion, de prolifération des foyers de conflictualité prennent des valeurs ambivalentes, risque permanent d'émiettement et d'impuissance face à des structures de pouvoir concentrées, mais aussi potentialité de densification et d'intensification des forces. Ce qui a été en jeu, et même activement modifié à travers notamment les mouvements de la jeunesse scolarisée, c'est le partage qu'impose le signifiant politique entre le politique et non politique. Plus précisément, c'est la monopolisation étatique de cette coupure, et avec elle sans doute, toute une série de partages, entre le politique et l'économique, entre le politique et le culturel, mais aussi entre le décisionnel et l'expertisable, entre le public et le privé...

D'autre part, il faut à tout prix éviter le piège consistant à lire ces moments de rupture avec des anciens paradigmes comme la dissolution de toute velléité de transformation révolutionnaire dans l'indistinct du « social » et de ses « effervescences » éphémères. A différence de ce qui a lieu lorsque les craquelures de l'ordre social n'arrivent pas à sortir du cercle magique des « affaires courantes », le jeu des politisations et dépolitisations dont la politisation de la jeunesse a été le site dans la séquence qui nous intéresse a eu pour débouché naturel la convergence des processus de mobilisation en direction d'un moment décisif de concentration et d'intensification. De ce point de vue, la constitution, sans cesse expérimentée en particulier en Italie et en France, de formations politiques « d'extrême gauche » dont la composition était à la fois étudiante et ouvrière représente un phénomène très différent d'un auto-aveuglement « léniniste » ou d'une clôture sectaire. Le mouvement étudiant fut amené par le processus de sa propre politisation à s'engager dans la voie de l'organisation politique. D'une part, afin de traduire politiquement les acquis des luttes – et en particulier l'acquis « subjectif » que représentait le vaste processus de politisation-mobilisation – tout mouvement doit se poser le problème de pérenniser ses propres pratiques en les inscrivant dans une stratégie politique. De l'autre, afin de tirer toutes les conséquences possibles de l'analyse de la condition étudiante et du dispositif universitaire, les étudiants doivent tenter la « sortie de l'Université », l'articulation de leurs pratiques à celles des autres luttes sociales.

Les luttes ouvrières, en particulier, revêtent une signification stratégique pour les étudiants, non pas à cause du « mythe » ouvrieriste qui circulait dans les discours politiques de gauche de l'époque, mais à cause de contraintes logiques et historiques bien autrement décisives. Les ouvriers représentent la source de légitimation traditionnelle des politiques d'émancipation, que les partis de la gauche historique ont en quelque sorte « trahi », tout en continuant à se réclamer de leur propre rôle de représentants de la Classe Ouvrière. Un nouveau rapport à la classe ouvrière – un rapport qui éviterait les pièges de la représentation et du modèle traditionnel du Parti – est indispensable pour toute mouvance qui voudrait représenter une ré-écriture des « grammaires » profondes de la politique d'émancipation : d'où la nécessité, pour le mouvement étudiant, de s'articuler aux ouvriers afin de défier la Gauche historique sur son propre terrain.

Si l'existence et la « spontanéité » révolutionnaire d'une classe universelle ont perdu leur évidence immédiate, les ouvriers continuent à fonctionner comme un signifiant décisif pour toute entreprise transformatrice de la société. Mais les ouvriers fonctionnent souvent

autrement que comme un enjeu symbolique de la lutte entre la gauche « historique » et les nouvelles pratiques d'« extrême gauche » ; ils représentent aussi une sortie collective *en acte* de l'état de minorité. Dans plusieurs pays – et avec une force particulière en Italie - les ouvriers sont les porteurs d'une initiative politique qui excède les déterminismes de leur situation sociale. La classe ouvrière se présente comme une force hégémonique, comme un *guide* collectif virtuel en mesure de renverser de l'intérieur les rapports capitalistes grâce aux éléments de savoir-faire et d'agir collectif que le capital a incorporé à la composition de classe propre à l'usine fordiste. La Classe des opéraisites italiens et le Prolétariat des maoïstes français est une intelligence collective en acte, une pensée « commune » directement politique, révolutionnaire et égalitaire, qui semble incarner la possibilité d'une « dictature » différente de celle prévue par l'imaginaire putschiste de la Troisième Internationale. Par conséquent, dans la conjoncture que nous étudions, *toute entreprise politique visant l'émancipation des intelligences ne peut que trouver dans les luttes ouvrières la base matérielle et le paradigme de cet événement inouï : les exploités se mettent à penser, les « subalternes » pensent, et pensent mieux que leurs anciens maîtres* - énoncé impossible, et donc *réel*, portant sur l'Inexistant représenté par les travailleurs. Il faudrait peut-être relire la séquence des luttes étudiantes de l'après-guerre à la lumière de cette hypothèse : l'articulation aux luttes ouvrières, expérimentée et théorisée d'une infinité de manières, et qui trouvera chez l'opéraisisme et le maoïsme des formulations théoriques paradigmatiques, était la condition matérielle d'une transformation dans le rapport du sujet au savoir, voire la condition de l'émergence d'une forme subjective nouvelle, capable de réinscrire la pensée et l'intelligence, les « puissances intellectuelles » génériques de l'humanité, dans la logique d'une pratique immédiate de l'égalité et de l'émancipation.

Cela dit, plusieurs questions restent ouvertes : par exemple, les effets et les enjeux de la conscience aiguë de l'actualité et de l'urgence qui marque la politisation subjective des étudiants ; ou encore les processus de communication entre conjonctures différentes, éloignées tant dans l'espace que dans le temps ; et finalement le problème des contraintes et des blocages objectifs et subjectifs dont les fruits empoisonnés ont impulsé les dérives tragiques de la lutte armée, et qui ont souvent trouvé une formulation dans les modèles fournis par d'autres conjonctures.

Problème de *l'actualité* ; problème de la *circulation* ; problème des *impasses* qui surgissent précisément à la jonction entre les enjeux actuels et les outillages dont on dispose - par déplacement et ré-articulation - pour les penser et les traiter. Ces trois noyaux d'interrogations ne pourront que faire l'objet d'un travail à venir, dans lequel le GRM s'engagera dans les prochaines années.